

COMMISSIONS**CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL****COMMENCEMENT OF INQUIRY***Jarred Baby Foods*

Notice was received by the Secretary of the Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) on December 30, 1997, from the Interim Director General of the Anti-dumping and Countervailing Directorate at the Department of National Revenue, stating that a preliminary determination had been made respecting the dumping in Canada of prepared baby foods, containing finely homogenized vegetables, fruit and/or meat which may include some visible pieces of not more than 6.5 mm in size, and strained juice, put up for retail sale as food and beverages for infants of ages 4 to 18 months, in containers of a net volume not exceeding 250 mL, excluding organic baby food and frozen baby food preparations, originating in or exported from the United States of America.

Pursuant to section 42 of the *Special Import Measures Act* (SIMA), the Tribunal has initiated an inquiry (Inquiry No. NQ-97-002) to determine whether the dumping of the above-mentioned goods has caused or is threatening to cause injury, or has caused retardation, as these words are defined in SIMA, and to determine such other matters as the Tribunal is required to determine under that section.

Under section 46 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, a person who provides information to the Tribunal and who wishes some or all of the information to be kept confidential must submit to the Tribunal, at the time the information is provided, a statement designating the information as confidential, together with an explanation as to why that information is designated as confidential. Furthermore, the person must submit a non-confidential summary of the information designated as confidential or a statement indicating why such a summary cannot be made.

Public Hearing

A public hearing relating to this inquiry will be held in the Tribunal Hearing Room, 18th Floor, Standard Life Centre, 333 Laurier Avenue W, Ottawa, Ontario, commencing on March 30, 1998, at 9:30 a.m.

Each person or government wishing to participate in the inquiry and at the hearing as a party must file a notice of appearance with the Secretary on or before January 22, 1998. Each counsel who intends to represent a party in the inquiry and at the hearing must file a notice of appearance as well as a declaration and undertaking with the Secretary on or before January 22, 1998.

To allow the Tribunal to determine whether simultaneous interpretation will be required for the hearing, each interested party and each counsel filing a notice of appearance must advise the Secretary, at the same time that they file the notice, whether they and their witnesses will be using French or English or both languages at the hearing.

Representations concerning the public interest question referred to in subsection 45(2) of SIMA may be made to the Tribunal. Persons referred to in subsection 45(2) who wish to make representations on that question must make the request to do so to the Secretary no later than January 22, 1998. No comprehensive representations on the public interest question are required at that time. However, any person wishing to make such representations

COMMISSIONS**TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR****AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE***Aliments pour bébés en pot*

Le secrétaire du Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) a été avisé le 30 décembre 1997, par le directeur général intérimaire de la Direction des droits antidumping et compensateurs du ministère du Revenu national, qu'une décision provisoire avait été rendue concernant le dumping au Canada de préparations alimentaires pour bébés, contenant des légumes, des fruits et/ou de la viande hautement homogénéisés et pouvant comporter des morceaux visibles d'au plus 6,5 mm, et du jus tamisé, pour la vente au détail comme aliments et boissons destinés aux bébés de 4 à 18 mois, dans des contenants d'un volume net ne dépassant pas 250 mL, à l'exclusion des aliments biologiques et des préparations surgelées pour bébés, qui proviennent des États-Unis d'Amérique ou qui sont exportés par ce pays.

Aux termes de l'article 42 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), le Tribunal a ouvert une enquête (enquête n° NQ-97-002) en vue de déterminer si le dumping des marchandises susmentionnées a causé ou menace de causer un dommage, ou a causé un retard, les définitions de ces termes dans la LMSI s'appliquant, et d'examiner toute autre question qu'il revient au Tribunal de trancher en vertu dudit article.

Aux termes de l'article 46 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, une personne qui fournit des renseignements au Tribunal et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie doit fournir en même temps que les renseignements une déclaration désignant comme tels les renseignements qu'elle veut garder confidentiels avec explication à l'appui. En outre, la personne doit fournir un résumé non confidentiel des renseignements désignés confidentiels ou une déclaration et une explication de tout refus de fournir le résumé.

Audience publique

Une audience publique sera tenue dans le cadre de la présente enquête dans la salle d'audience du Tribunal, au 18^e étage du Standard Life Centre, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario), à compter du 30 mars 1998 à 9 h 30.

Chaque personne ou chaque gouvernement qui souhaite participer à l'enquête et à l'audience à titre de partie doit déposer auprès du Secrétaire un acte de comparution au plus tard le 22 janvier 1998. Chaque avocat ou autre conseiller qui désire représenter une partie à l'enquête et à l'audience doit déposer auprès du Secrétaire un acte de comparution ainsi qu'un acte de déclaration et d'engagement au plus tard le 22 janvier 1998.

Pour permettre au Tribunal d'identifier ses besoins en interprétation simultanée lors de l'audience, les parties intéressées et les avocats ou autres conseillers qui avisent le Tribunal de leur comparution doivent, au même moment, l'informer si eux-mêmes ou leurs témoins utiliseront le français ou l'anglais ou les deux langues pendant l'audience.

Les observations concernant la question d'intérêt public dont il est fait mention au paragraphe 45(2) de la LMSI peuvent être présentées au Tribunal. Les personnes visées au paragraphe 45(2) qui désirent soumettre des observations sur cette question doivent en faire la demande au Secrétaire au plus tard le 22 janvier 1998. Aucune observation détaillée sur la question d'intérêt public n'est requise à cette date. Toutefois, les personnes qui souhaitent

should indicate the general nature of the public interest concerns. If any such request is received, the Secretary will notify any person making such a request and the parties to the inquiry of the place and time for the making of representations and the manner in which they may be made in the event of a finding of injury.

The *Canadian International Trade Tribunal Rules* govern these proceedings.

In order to observe and understand production processes, the Tribunal, accompanied by its staff, may conduct plant visits.

Along with the notice of commencement of inquiry, the Secretary has sent a letter to the domestic manufacturer, the importer and certain purchasers with a known interest in the inquiry providing details on the procedures and the schedule for the inquiry. It specifies, among other things, the date for filing replies to Tribunal questionnaires, the date that information on record will be made available by the Tribunal to interested parties and counsel that have filed notices of appearance, and dates for filing of submissions by interested parties.

Written submissions, correspondence or requests for information regarding this inquiry should be addressed to: The Secretary, Canadian International Trade Tribunal, Standard Life Centre, 15th Floor, 333 Laurier Avenue W, Ottawa, Ontario K1A 0G7, (613) 993-3595 (Telephone), (613) 990-2439 (Facsimile).

Written and oral presentations to the Tribunal may be made in English or in French.

January 2, 1998

MICHEL P. GRANGER
Secretary

[2-1-o]

formuler de telles observations doivent indiquer la portée générale de leurs préoccupations en matière d'intérêt public. Sur réception d'une telle demande, le Secrétaire avisera le demandeur et les parties à l'enquête du lieu, de la date et de l'heure où ces observations seront présentées ainsi que de la procédure à suivre si des conclusions de dommage sont rendues.

Les *Règles de procédure du Tribunal canadien du commerce extérieur* s'appliquent à la présente enquête.

Afin d'observer et de comprendre les processus de production, il se peut que le Tribunal, accompagné de son personnel, effectue des visites d'usines.

De concert avec l'avis d'ouverture d'enquête, le Secrétaire a envoyé au fabricant national, à l'importateur et à certains acheteurs qui, à la connaissance du Tribunal, sont intéressés par l'enquête, une lettre renfermant des détails sur les procédures et le calendrier de l'enquête. Cette lettre précise, entre autres, la date pour le dépôt des réponses aux questionnaires du Tribunal, la date à laquelle le Tribunal mettra les renseignements versés au dossier à la disposition des parties intéressées et des avocats ou autres conseillers qui ont déposé des actes de comparution et les dates pour le dépôt des exposés par les parties intéressées.

Les exposés écrits, la correspondance et les demandes de renseignements concernant la présente enquête doivent être envoyés à l'adresse suivante : Le Secrétaire, Tribunal canadien du commerce extérieur, Standard Life Centre, 15^e étage, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, (613) 993-3595 (téléphone), (613) 990-2439 (télécopieur).

Les présentations écrites ou orales peuvent être faites au Tribunal en français ou en anglais.

Le 2 janvier 1998

Le secrétaire
MICHEL P. GRANGER

[2-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

INQUIRY

EDP Hardware and Software

The Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) has received a complaint (File No. PR-97-034) submitted on behalf of Wang Canada Limited (the complainant), of Ottawa, Ontario, concerning Solicitation No. 46577-6-9971/A of the Department of Public Works and Government Services (the Department). The solicitation is for national computer maintenance services for the Department of National Revenue. Pursuant to subsection 30.13(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* and subsection 7(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Procurement Inquiry Regulations*, notice is hereby given that the Tribunal has decided to conduct an inquiry into this complaint.

It is alleged that the Department has improperly declared the complainant's bid non-responsive based on a requirement with which the complainant believed it had complied.

Further information may be obtained from: The Secretary, Canadian International Trade Tribunal, Standard Life Centre,

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

ENQUÊTE

Matériel et logiciel informatiques

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) a reçu une plainte (dossier n° PR-97-034) déposée au nom de la société Wang Canada Limited (le plaignant), d'Ottawa (Ontario), concernant un marché (numéro d'invitation 46577-6-9971/A) passé par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (le Ministère). L'appel d'offres porte sur des services nationaux d'entretien d'ordinateurs pour le ministère du Revenu national. Conformément au paragraphe 30.13(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* et au paragraphe 7(2) du *Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics*, avis est donné par la présente que le Tribunal a décidé d'enquêter sur cette plainte.

Il est allégué que le Ministère a incorrectement déclaré irrecevable la soumission du plaignant en se fondant sur une exigence à laquelle le plaignant croyait avoir satisfait.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec : Le Secrétaire, Tribunal canadien du commerce extérieur, Standard

15th Floor, 333 Laurier Avenue W, Ottawa, Ontario K1A 0G7, (613) 993-3595 (Telephone), (613) 990-2439 (Facsimile).

December 31, 1997

MICHEL P. GRANGER

Secretary

[2-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

INQUIRY

Furniture

The Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) has received a complaint (File No. PR-97-032) submitted on behalf of Ébénisterie Alfredo Limitée, of Ville de Laval, Quebec, concerning Solicitation No. M8500-7-5501/B of the Department of Public Works and Government Services (the Department). The solicitation is for the procurement of furniture for the Depot Division of the Royal Canadian Mounted Police. Pursuant to subsection 30.13(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* and subsection 7(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Procurement Inquiry Regulations*, notice is hereby given that the Tribunal has decided to conduct an inquiry into this complaint.

It is alleged that the Department has established a requirement of bidding that is not essential to the ability of a supplier to perform any resultant contract.

Further information may be obtained from: The Secretary, Canadian International Trade Tribunal, Standard Life Centre, 15th Floor, 333 Laurier Avenue W, Ottawa, Ontario K1A 0G7, (613) 993-3595 (Telephone), (613) 990-2439 (Facsimile).

December 31, 1997

MICHEL P. GRANGER

Secretary

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

The following notices are abridged versions of the Commission's original notices bearing the same number. The original notices contain a more detailed outline of the applications, including additional locations and addresses where the complete files may be examined. The relevant material, including the notices and applications, is available for viewing during normal business hours at the following offices of the Commission:

- Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Examination Room, 1 Promenade du Portage, Room 201, Hull, Quebec K1A 0N2, (819) 997-2429 (Telephone), (819) 994-0218 (Facsimile), (819) 994-0423 (TDD);
- Bank of Commerce Building, 10th Floor, Suite 1007, 1809 Barrington Street, Halifax, Nova Scotia B3J 3K8, (902) 426-7997 (Telephone), (902) 426-2721 (Facsimile), (902) 426-6997 (TDD);
- Place Montréal Trust, Suite 1920, 1800 McGill College Avenue, Montréal, Quebec H3A 3J6, (514) 283-6607 (Telephone), (514) 283-3689 (Facsimile), (514) 283-8316 (TDD);

Life Centre, 15^e étage, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, (613) 993-3595 (téléphone), (613) 990-2439 (télécopieur).

Le 31 décembre 1997

Le secrétaire

MICHEL P. GRANGER

[2-1-o]

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

ENQUÊTE

Ameublement

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) a reçu une plainte (dossier n^o PR-97-032) déposée au nom de la société Ébénisterie Alfredo Limitée, de Ville de Laval (Québec), concernant un marché (numéro d'invitation M8500-7-5501/B) passé par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (le Ministère). L'appel d'offres porte sur la fourniture de mobilier à la Division Dépôt de la Gendarmerie royale du Canada. Conformément au paragraphe 30.13(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* et au paragraphe 7(2) du *Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics*, avis est donné par la présente que le Tribunal a décidé d'enquêter sur cette plainte.

Il est allégué que le Ministère a établi une exigence de soumission qui n'est pas essentielle pour qu'un fournisseur puisse mener à bien tout contrat qui puisse en découler.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec : Le Secrétaire, Tribunal canadien du commerce extérieur, Standard Life Centre, 15^e étage, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, (613) 993-3595 (téléphone), (613) 990-2439 (télécopieur).

Le 31 décembre 1997

Le secrétaire

MICHEL P. GRANGER

[2-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Les avis qui suivent sont des versions abrégées des avis originaux du Conseil portant le même numéro. Les avis originaux contiennent une description plus détaillée de chacune des demandes, y compris les lieux et adresses où l'on peut consulter les dossiers complets. Tous les documents afférents, y compris les avis et les demandes, sont disponibles pour examen durant les heures normales d'affaires aux bureaux suivants du Conseil :

- Salle d'examen du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 1, promenade du Portage, Pièce 201, Hull (Québec) K1A 0N2, (819) 997-2429 (téléphone), (819) 994-0218 (télécopieur), (819) 994-0423 (ATS);
- Édifice de la Banque de Commerce, 10^e étage, Pièce 1007, 1809, rue Barrington, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K8, (902) 426-7997 (téléphone), (902) 426-2721 (télécopieur), (902) 426-6997 (ATS);
- Place Montréal Trust, Bureau 1920, 1800, avenue McGill College, Montréal (Québec) H3A 3J6, (514) 283-6607 (téléphone), (514) 283-3689 (télécopieur), (514) 283-8316 (ATS);

- The Kensington Building, 1810–275 Portage Avenue, Winnipeg, Manitoba R3B 2B3, (204) 983-6306 (Telephone), (204) 983-6317 (Facsimile), (204) 983-8274 (TDD);
- 800 Burrard Street, Suite 1380, Vancouver, British Columbia V6Z 2G7, (604) 666-2111 (Telephone), (604) 666-8322 (Facsimile), (604) 666-0778 (TDD).

Interventions must be filed with the Secretary General, Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, Ottawa, Ontario K1A 0N2, together with proof that a true copy of the intervention has been served upon the applicant, on or before the deadline given in the notice.

LAURA M. TALBOT-ALLAN
Secretary General

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1997-153

Western Canada and Territories Region

1. Calgary, Alberta
Touch Canada Broadcasting Inc.
To amend the broadcasting licence to be issued to the (radio) programming undertaking CJSI-FM Calgary, by decreasing the effective radiated power from 23 500 to 19 000 watts.
2. Whitehorse, Yukon and Lower Post, British Columbia
Northern Native Broadcasting, Yukon
To amend the broadcasting licence of the (radio) programming undertaking CHON-FM Whitehorse (the originating station) by adding a transmitter at Lower Post, operating on a frequency of 98.1 MHz (channel 251 VLP) with an effective radiated power of 3 watts.

Deadline for intervention: January 27, 1998
December 23, 1997

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1997-154

Application for Amendment Concerning a Specialty Services Undertaking

Pursuant to Public Notice CRTC 1995-159 entitled "Amendment to the *Television Broadcasting Regulations, 1987*" dated September 26, 1995, the Commission has received an application from the following specialty services programming undertaking to amend its broadcasting licence by adding a condition of licence permitting the licensee, during Canadian election periods, to exclude partisan political advertising from its calculations of the amount of advertising it broadcasts.

Across Canada

1. Fairchild Television Ltd.
Deadline for intervention: January 27, 1998
December 23, 1997

[2-1-o]

- Édifice The Kensington, Pièce 1810, 275, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) R3B 2B3, (204) 983-6306 (téléphone), (204) 983-6317 (télécopieur), (204) 983-8274 (ATS);
- 800, rue Burrard, Bureau 1380, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2G7, (604) 666-2111 (téléphone), (604) 666-8322 (télécopieur), (604) 666-0778 (ATS).

Les interventions doivent parvenir à la Secrétaire générale, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, Ottawa (Ontario) K1A 0N2, avec preuve qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante, avant la date limite d'intervention mentionnée dans l'avis.

La secrétaire générale
LAURA M. TALBOT-ALLAN

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1997-153

Région de l'Ouest du Canada et Territoires

1. Calgary (Alberta)
Touch Canada Broadcasting Inc.
En vue de modifier la licence de radiodiffusion qui sera attribuée à l'entreprise de programmation (radio) CJSI-FM Calgary, en diminuant la puissance apparente rayonnée de 23 500 à 19 000 watts.
2. Whitehorse, Yukon et Lower Post (Colombie-Britannique)
Northern Native Broadcasting, Yukon
En vue de modifier la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation (radio) CHON-FM Whitehorse (la station source) en ajoutant un émetteur à Lower Post, à la fréquence 98,1 MHz (canal 251 TFP) avec une puissance apparente rayonnée de 3 watts.

Date limite d'intervention : le 27 janvier 1998
Le 23 décembre 1997

[2-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1997-154

Demande de modification relative à une entreprise de services spécialisés

Conformément à l'avis public CRTC 1995-159 du 26 septembre 1995 intitulé « Modification au *Règlement de 1987 sur la télédiffusion* », le Conseil a reçu une demande de l'entreprise de programmation de services spécialisés suivante en vue de modifier sa licence de radiodiffusion en ajoutant une condition de licence visant à permettre à la titulaire d'exclure la publicité politique partisane diffusée au cours de périodes électorales canadiennes de son calcul relatif à la quantité de publicité qu'elle peut diffuser.

L'ensemble du Canada

1. Fairchild Television Ltd.
Date limite d'intervention : le 27 janvier 1998
Le 23 décembre 1997

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1997-155

Radio Haute Mauricie inc.
La Tuque, Quebec

Consistent with the procedures outlined in Public Notice CRTC 1992-72 dated November 2, 1992, entitled "A Review of the CRTC's Regulations and Policies for Radio", the Commission announces that it has approved, by Letter of Authority A97-0171 dated December 15, 1997, the application to transfer control of Radio Haute Mauricie inc., licensee of the radio programming undertaking CFLM La Tuque, through the transfer of all the issued and outstanding shares of the licensee, to a group of individuals, the principal shareholders of which, Réjean Harvey and Jean Fortin, each hold 40 percent of the voting shares.

December 23, 1997

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1997-156

Radio Port-Cartier inc.
Port-Cartier, Quebec

Consistent with the procedures outlined in Public Notice CRTC 1992-72 dated November 2, 1992, entitled "A Review of the CRTC's Regulations and Policies for Radio", the Commission announces that it has approved, by Letter of Authority A97-0172 dated December 15, 1997, the application to transfer the shares held by Yvon Savoie, that is 70 percent of the issued and outstanding shares of Radio Port-Cartier inc., to the company's remaining shareholders. Following this transaction, Radio Port-Cartier inc., licensee of the radio programming undertaking CIPC-FM Port-Cartier, will be controlled by Vision Marine inc., which will hold 66 2/3 percent of the voting shares.

December 23, 1997

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1997-157

1. Across Canada
CHUM Limited/CHUM Limitée (Bravo)

To amend its broadcasting licence to carry on a national English-language specialty programming undertaking, by suspending the following conditions of licence, as long as the licensee remains a member in good standing of the Canadian Broadcast Standards Council (CBCS).

Conditions of licence:

7. The licensee shall adhere to the guidelines on gender portrayal set out in the Canadian Association of Broadcasters' (CAB) "Sex-Role Portrayal Code for Television and Radio Programming", as amended from time to time and approved by the Commission.

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1997-155

Radio Haute Mauricie inc.
La Tuque (Québec)

Conformément à la procédure exposée dans l'avis public CRTC 1992-72 du 2 novembre 1992 intitulé « Examen des règlements et politiques du CRTC concernant la radio », le Conseil annonce l'approbation (lettre d'approbation A97-0171 du 15 décembre 1997) de la demande visant le transfert de contrôle de la Radio Haute Mauricie inc., titulaire de l'entreprise de programmation de radio CFLM La Tuque, par le transfert de toutes les actions émises et en circulation de la titulaire à un groupe d'individus dont Réjean Harvey et Jean Fortin seront les principaux actionnaires en détenant 40 p. 100 des droits de vote chacun.

Le 23 décembre 1997

[2-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1997-156

Radio Port-Cartier inc.
Port-Cartier (Québec)

Conformément à la procédure exposée dans l'avis public CRTC 1992-72 du 2 novembre 1992 intitulé « Examen des règlements et politiques du CRTC concernant la radio », le Conseil annonce l'approbation (lettre d'approbation A97-0172 du 15 décembre 1997) de la demande visant le transfert de toutes les actions émises à Yvon Savoie, soit 70 p. 100 de toutes les actions émises et en circulation de la société Radio Port-Cartier inc. aux autres actionnaires de la société. À la suite de cette transaction, Radio Port-Cartier inc., titulaire de l'entreprise de programmation de radio CIPC-FM Port-Cartier, sera contrôlée par la société Vision Marine inc. qui détiendra 66 2/3 p. 100 des droits de vote.

Le 23 décembre 1997

[2-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1997-157

1. L'ensemble du Canada
CHUM Limited/CHUM Limitée (Bravo)

En vue de modifier sa licence de radiodiffusion afin d'exploiter une entreprise nationale de programmation spécialisée de langue anglaise, en suspendant l'application des conditions de licence ci-après tant que la titulaire est membre en règle du Conseil canadien des normes de la radiotélévision (CCNR).

Conditions de licence :

7. La titulaire doit respecter les lignes directrices relatives à la représentation non sexiste des personnes exposées dans le « Code d'application concernant les stéréotypes sexuels à la radio et à la télévision » de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (l'ACR), telles qu'elles sont modifiées de temps à autre et approuvées par le Conseil.

9. The licensee shall adhere to the guidelines on the depiction of violence in television programming set out in the CAB's "Voluntary Code Regarding Violence in Television Programming", as amended from time to time and approved by the Commission.

Deadline for intervention: January 28, 1998

December 23, 1997

[2-1-o]

9. La titulaire doit respecter les lignes directrices relatives à la violence à la télévision exposées dans le « Code d'application volontaire concernant la violence à la télévision » publié par l'ACR, telles qu'elles sont modifiées de temps à autre et approuvées par le Conseil.

Date limite d'intervention : le 28 janvier 1998

Le 23 décembre 1997

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PUBLIC NOTICE 1997-158

1. Sportscope Television Network Ltd.
Across Canada

Application requesting Commission approval to transfer a total of 682,576.36 of its common shares (the purchased shares), representing a 47.85 percent voting interest in Sportscope to Shaw Communications Inc. (Shaw).

Deadline for intervention: February 5, 1998

December 30, 1997

[2-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS PUBLIC 1997-158

1. Sportscope Television Network Ltd.
L'ensemble du Canada

Demande en vue d'obtenir l'approbation du Conseil pour transférer à la Shaw Communications Inc. (Shaw) 682 576,36 de ses actions ordinaires (les actions achetées), ce qui représente 47,85 p. 100 des actions avec droit de vote dans la Sportscope.

Date limite d'intervention : le 5 février 1998

Le 30 décembre 1997

[2-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

DECISIONS

The complete texts of the decisions summarized below are available from the offices of the CRTC.

97-668-1 *December 23, 1997*

Star Choice Television Network Incorporated
Across Canada
Shaw Cablesystems Ltd.
Fort McMurray, Mildred Lake Camp, etc., Alberta

The Commission hereby corrects Decision CRTC 97-668 dated December 10, 1997, by changing the name of the party providing the terrestrial facilities via which the CFRN-TV signal is delivered to Fort McMurray to TELUS Communications Inc.

97-678 *December 23, 1997*

CHUM Limited
Windsor, Ontario

Approved — Deletion of the condition of licence for CIDR-FM and CIMX-FM Windsor requiring that the stations not be operated in the Specialty format.

97-679 *December 23, 1997*

Sportscope Television Network Ltd.
Across Canada

Approved — Increase in the amount of advertising from the current 8 minutes to a maximum of 12 minutes per hour.

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

DÉCISIONS

On peut se procurer le texte complet des décisions résumées ci-après en s'adressant au CRTC.

97-668-1 *Le 23 décembre 1997*

Star Choice Television Network Incorporated
L'ensemble du Canada
Shaw Cablesystems Ltd.
Fort McMurray, Mildred Lake Camp, etc. (Alberta)

Par la présente, le Conseil corrige la décision CRTC 97-668 du 10 décembre 1997 en changeant le nom de l'entreprise qui fournit à l'heure actuelle les lignes terrestres permettant l'acheminement du signal de CFRN-TV à Fort McMurray, à la TELUS Communications Inc.

97-678 *Le 23 décembre 1997*

CHUM Limited
Windsor (Ontario)

Approuvé — Suppression de la condition de licence de CIDR-FM et CIMX-FM Windsor exigeant que les stations ne soient pas exploitées suivant la formule spécialisée.

97-679 *Le 23 décembre 1997*

Sportscope Television Network Ltd.
L'ensemble du Canada

Approuvé — Augmentation de la quantité de publicité de 8 minutes à 12 minutes par heure.

<p>97-680</p> <p>Teletatino Network Inc. Across Canada</p> <p>Approved — Increase in the amount of advertising from the current 8 minutes per hour, no more than 3 minutes of which may consist of local or regional advertising, to a maximum of 12 minutes per hour no more than 6 minutes of which may consist of local or regional advertising.</p>	<p>December 23, 1997</p>	<p>97-680</p> <p>Teletatino Network Inc. L'ensemble du Canada</p> <p>Approuvé — Augmentation de la quantité de publicité de 8 minutes par heure, dont 3 minutes au plus peuvent consister en de la publicité locale ou régionale, à 12 minutes par heure, dont 6 minutes au plus peuvent consister en de la publicité locale ou régionale.</p>	<p>Le 23 décembre 1997</p>
<p>97-681</p> <p>Canadian Broadcasting Corporation Calgary and Cardston, Alberta</p> <p>Approved — Change of the channel of the transmitter CBRT-12 Cardston from 2 to 6.</p>	<p>December 23, 1997</p>	<p>97-681</p> <p>Société Radio-Canada Calgary et Cardston (Alberta)</p> <p>Approuvé — Changement du canal de l'émetteur CBRT-12 Cardston de 2 à 6.</p>	<p>Le 23 décembre 1997</p>
<p>97-682</p> <p>Columbia Electoral Area "A" Television Rebroadcasting Society Horse Creek, British Columbia</p> <p>Revocation of the licence for the radiocommunication distribution undertaking serving Horse Creek.</p>	<p>December 23, 1997</p>	<p>97-682</p> <p>Columbia Electoral Area "A" Television Rebroadcasting Society Horse Creek (Colombie-Britannique)</p> <p>Révocation de la licence relative à l'entreprise de distribution de radiocommunication qui dessert Horse Creek.</p>	<p>Le 23 décembre 1997</p>
<p>97-683</p> <p>Tourism Industry Association of the Yukon Beaver Creek, Carcross, etc., Yukon Territory</p> <p>Revocation of the radio programming undertakings listed in the decision.</p>	<p>December 23, 1997</p>	<p>97-683</p> <p>Tourism Industry Association of the Yukon Beaver Creek, Carcross, etc. (Territoire du Yukon)</p> <p>Révocation des licences relativement aux entreprises de programmation de radio énumérées dans la décision.</p>	<p>Le 23 décembre 1997</p>
<p>97-684</p> <p>Laurentien Câble TV inc. Hull, Buckingham, Quebec, and Rockland, Ontario</p> <p>Denied — Distribution of a U.S. superstation specified in Section B of the list of Part II Eligible Satellite Services and distribution of the signal of that superstation within a discretionary package.</p>	<p>December 23, 1997</p>	<p>97-684</p> <p>Laurentien Câble TV inc. Hull, Buckingham (Québec) et Rockland (Ontario)</p> <p>Refusé — Distribution d'une superstation américaine figurant à la partie B de la liste des services par satellite admissibles en vertu de la partie II et distribution du signal de cette superstation dans le cadre d'un bloc de services facultatifs.</p>	<p>Le 23 décembre 1997</p>
<p>97-685</p> <p>Jeannine Dancy, "NOTL Info Radio" Niagara-on-the-Lake, Ontario</p> <p>Approved — Broadcasting licence for a low-power English-language FM radio programming undertaking at Niagara-on-the-Lake, expiring August 31, 2004.</p>	<p>December 30, 1997</p>	<p>97-685</p> <p>Jeannine Dancy, « NOTL Info Radio » Niagara-on-the-Lake (Ontario)</p> <p>Approuvé — Licence de radiodiffusion visant l'exploitation, à Niagara-on-the-Lake, d'une entreprise de programmation de radio FM de faible puissance de langue anglaise, expirant le 31 août 2004.</p>	<p>Le 30 décembre 1997</p>

[2-1-o]

[2-1-o]

NAFTA SECRETARIAT**DECISION***Placa en Rollo (Rolled Steel Plate)*

Notice is hereby given, pursuant to rule 70 of the *NAFTA Article 1904 Panel Rules*, that the panel established to review the final determination made by the Secretaría de Comercio y Fomento Industrial, respecting *Importaciones de Placa en Rollo Originarias y Procedentes de Canadá (Rolled Steel Plate Originating in or Exported from Canada)* issued its decision on December 17, 1997 (Secretariat File No. MEX-96-1904-02).

SECRETARIAT DE L'ALÉNA**DÉCISION***Placa en Rollo (Plaques d'acier)*

Avis est donné par les présentes, conformément au paragraphe 70 des *Règles des groupes spéciaux (article 1904 — ALÉNA)*, que le groupe spécial chargé de réviser la décision définitive du Secretaría de Comercio y Fomento Industrial, au sujet de l'*Importaciones de Placa en Rollo Originarias y Procedentes de Canadá (Plaques d'acier originaires ou exportées du Canada)*, a rendu sa décision le 17 décembre 1997 (dossier du Secrétariat MEX-96-1904-02).

In the December 17, 1997 decision, the binational panel affirmed in part and remanded in part the investigating authority's determination respecting Importaciones de Placa en Rollo Originarias y Procedentes de Canadá (Rolled Steel Plate Originating in or Exported from Canada).

The binational panel instructed the investigating authority to provide its determination on remand within 60 days of the panel decision (by February 16, 1998).

Copies of the complete decision may be obtained from Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9, (819) 956-4802 (Telephone), (819) 994-1498 (Facsimile).

Explanatory Note

Chapter 19 of the North American Free Trade Agreement establishes a procedure for replacing domestic judicial review of determinations in anti-dumping and countervailing duty cases involving imports from a NAFTA country with review by binational panels.

These panels are established, when a Request for Panel Review is received by the NAFTA Secretariat, to act in place of national courts to expeditiously review final determinations to determine whether they are in accordance with the anti-dumping or countervailing duty law of the country that made the determination.

Under Article 1904 of the North American Free Trade Agreement which came into force on January 1, 1994, the Government of Canada, the Government of the United States and the Government of Mexico established the *Rules of Procedure for Article 1904 Binational Panel Reviews*. These Rules were published in the *Canada Gazette*, Part I, on January 1, 1994.

Requests for information concerning the present notice, or concerning the *NAFTA Article 1904 Panel Rules*, should be addressed to the Canadian Secretary, NAFTA Secretariat, Canadian Section, North American Free Trade Agreement, Royal Bank Centre, Suite 705, 90 Sparks Street, Ottawa, Ontario K1P 5B4, (613) 992-9388.

CATHY BEEHAN
Canadian Secretary

[2-1-o]

Dans la décision du 17 décembre 1997, le groupe spécial binational a confirmé en partie et renvoyé en partie la décision de l'autorité chargée de l'enquête au sujet de l'Importaciones de Placa en Rollo Originarias y Procedentes de Canadá (Plaques d'acier originaires ou exportées du Canada).

Le groupe spécial binational a demandé à l'autorité chargée de l'enquête de lui communiquer sa décision après renvoi dans les 60 jours de la décision du groupe spécial (au plus tard le 16 février 1998).

On peut se procurer des copies de la version intégrale de la décision en s'adressant aux Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9, (819) 956-4802 (téléphone), (819) 994-1498 (télécopieur).

Note explicative

Le chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain substitue à l'examen judiciaire national des décisions rendues en matière de droits antidumping et compensateurs touchant les produits importés du territoire d'un pays de l'ALÉNA, une procédure de révision par des groupes spéciaux binationaux.

De tels groupes spéciaux sont formés lorsqu'une demande de révision par un groupe spécial est reçue au Secrétariat de l'ALÉNA. Ils tiennent lieu d'un tribunal national et examinent, dans les meilleurs délais, la décision définitive afin de déterminer si elle est conforme à la législation sur les droits antidumping ou compensateurs du pays où elle a été rendue.

Conformément à l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, le gouvernement du Canada, le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Mexique ont établi les *Règles de procédure des groupes spéciaux binationaux formés en vertu de l'article 1904*. Ces règles ont été publiées dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} janvier 1994.

Toutes demandes de renseignements, concernant le présent avis ou les *Règles des groupes spéciaux (article 1904 — ALÉNA)*, doivent être adressées à la Secrétaire canadienne, Secrétariat de l'ALÉNA, Section canadienne, Accord de libre-échange nord-américain, Édifice de la Banque Royale, Pièce 705, 90, rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1P 5B4, (613) 992-9388.

La secrétaire canadienne
CATHY BEEHAN

[2-1-o]